

**Cahier des Clauses Administratives Particulières  
(C.C.A.P)**

Marché public de maîtrise d'œuvre passé selon la procédure formalisée :

**N° 25 052**

**Marché de maîtrise d'œuvre relatif à la mise en  
conformité d'installations de désenfumage  
mécanique et à la réalisation de divers ouvrages  
tout corps d'état à la Caisse Nationale Militaire de  
Sécurité Sociale.**

## Table des matières

1	CARACTERISTIQUES GENERALES DU MARCHE .....	6
1.1	Objet du marché.....	6
1.2	Forme du marché .....	6
1.3	Marché similaire .....	6
1.4	Pièces constitutives du marché .....	7
1.4.1	Pièces particulières et générales .....	7
1.5	Durée du marché et des prestations.....	8
2	PRESTATIONS DU MARCHE .....	8
2.1	Définition et contenu des prestations.....	8
2.1.1	Contenu des éléments de mission .....	8
2.1.2	Eléments de missions de base :.....	8
2.1.3	Missions complémentaires :.....	13
2.1.4	Interruption / suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles....	17
2.2	Exécution des prestations .....	17
2.2.1	Lieu d'exécution .....	17
2.2.2	Modalités d'exécution .....	17
2.2.3	Conducteur d'opération.....	17
2.2.4	Contrôle technique et missions confiées au CT .....	18
2.2.5	Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (SPS)	18
2.2.6	Coordination Système Sécurité Incendie (SSI) .....	19
2.2.7	Sous-traitance.....	19
2.3	Informations réciproques des cocontractants .....	19
2.4	Confidentialité – Protection des données personnelles – Mesures de sécurité.....	19
3	ASPECT FINANCIER DU MARCHE : PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES.....	19
3.1	Forfait de rémunération .....	19
3.1.1	Modalités de fixation du forfait de rémunération.....	19
3.1.2	Dispositions diverses .....	20
3.2	PRIX.....	20
3.2.1	Forme du prix.....	20

3.2.2	Révision du prix .....	20
3.2.3	Modalités de révision du prix.....	20
3.3	<i>MODALITES FINANCIERES</i> .....	21
3.3.1	Avance option B.....	21
3.3.2	Acomptes.....	21
3.3.3	Facturation.....	21
3.3.4	Solde .....	22
3.3.5	Cession – nantissement.....	22
3.3.6	Paie ment des sous-traitants.....	23
3.3.7	Retenue de garanties.....	23
4	DELAIS – PRESENTATION DOCUMENT .....	23
4.1	PHASE ETUDES.....	23
4.1.1	Etablissement des documents d'études .....	23
4.2	PHASE TRAVAUX .....	25
4.2.1	Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs .....	25
4.2.2	Ordres de service.....	26
4.2.3	Instruction des mémoires de réclamation .....	26
4.3	MODIFICATION DE PROGRAMME ET/OU DE PRESTATIONS .....	26
5	EXECUTION DE LA MISSION JUSQU'A LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX	27
5.1	Coût prévisionnel des travaux .....	27
5.2	Conditions économiques d'établissement.....	27
5.3	Tolérance sur le cout prévisionnel des travaux.....	27
5.4	Seuil de tolérance.....	27
5.5	Cout de référence des travaux .....	27
6	EXECUTION DE LA MISSION APRES PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX .....	28
6.1	Coût de réalisation des travaux .....	28
6.2	Condition économique.....	28
6.3	Tolérance sur le cout de réalisation des travaux.....	28
6.4	Seuil de tolérance sur le cout de réalisation des travaux .....	28
6.5	Comparaison entre comparaison entre réalité et tolérance.....	28
6.6	Mesures conservatoires .....	29

6.7	Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	29
7	PENALITES.....	29
7.1.1	Délai pour représenter les prestations après décision du maitre d'ouvrage.....	29
7.1.2	Exécution des prestations :.....	29
7.1.3	Absence aux réunions :.....	29
7.1.4	Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs.....	29
7.1.5	Ordres de service :.....	30
7.1.6	Instruction des mémoires de réclamation :.....	30
7.1.7	Dépassement du seuil de tolérance :.....	30
8	MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION ET CONSEQUENCES SUR LA REMUNERATION .....	30
8.1	MODIFICATIONS EN COURS d'EXECUTION DE LA MISSION.....	30
8.1.1	Nature des modifications.....	30
8.1.2	Rapport du maître d'œuvre .....	31
8.1.3	Décision de la personne publique .....	31
8.2	CONSEQUENCES DES MODIFICATIONS EN PHASE CONCEPTION .....	31
8.2.1	Modification de catégorie 1 .....	31
8.2.2	Modifications de catégorie 2 et 3.....	31
8.3	CONSEQUENCES DES MODIFICATIONS EN PHASE EXECUTION DES TRAVAUX .....	32
8.3.1	Modification de catégorie 1 .....	32
8.3.2	Modification de catégorie 2 et 3 .....	32
9	SUIVI DE L'EXECUTION DES TRAVAUX.....	32
10	CLAUSE ENVIRONNEMENTALE .....	32
11	BILAN DES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE (BEGES).....	33
11.1	TRANSMISSION DU BEGES ET PLAN DE TRANSITION.....	33
12	UTILISATION DES RESULTATS .....	33
13	ACHEVEMENT DE LA MISSION .....	33
14	RESILIATION DU MARCHE.....	33
15	ASSURANCE, DEROGATIONS ET LITIGES .....	33
15.1	Assurance .....	33
15.2	Litiges .....	34

15.3	Autres obligations administratives .....	34
15.4	Dérogations au CCAG/Maitrise d'œuvre .....	34

# 1 Caractéristiques générales du marché

## 1.1 Objet du marché

Le présent marché de maîtrise d'œuvre, concerne la mise en conformité des installations de désenfumage mécanique de la « salle de restaurant/scramble » située au 2ème sous-sol du bâtiment bleu, ainsi que la réalisation de divers ouvrages tout corps d'état, à la Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale (CNMSS) de Toulon.

Les études et la mission de maîtrise d'œuvre concernent :

- ⇒ La totalité des éléments et ouvrages constituant les systèmes de désenfumage mécanique,
- ⇒ Tous les locaux (de toutes natures), locaux techniques (chaufferie, locaux froid, locaux CTA...), gaines techniques, vides techniques, plenums, cheminements des équipements techniques (aéraulique, électricité, SSI, etc.), étages du bâtiment bleu, toitures terrasses du bâtiment bleu, façades et espaces extérieurs du bâtiment bleu, etc.,
- ⇒ Les installations de génie climatique (chauffage ventilation climatisation) et de traitement d'air de confort et de process du bâtiment bleu (salle de restaurant/scramble, cuisine collective professionnelle, autres locaux et volumes...),
- ⇒ Le système de sécurité incendie (SSI de catégorie A) des bâtiments,
- ⇒ Les installations électriques courants forts du bâtiment bleu,
- ⇒ Tous les ouvrages tout corps d'état (TCE) associés et/ou nécessaires à la réalisation des travaux et à une parfaite finition des travaux.

Le programme technico-fonctionnel de l'opération est joint à la présente consultation (description de l'établissement, des besoins et exigences techniques et fonctionnelles du maître d'ouvrage, des modalités de réalisation et des contraintes de déroulement des travaux).

### Part de l'enveloppe financière affectée aux travaux par la maîtrise d'ouvrage :

La part de l'enveloppe financière prévisionnelle hors TVA affectée aux travaux par le maître d'ouvrage (Incluant les installations de chantier et toutes les contraintes de déroulement des travaux y compris les solutions de continuité de fonctionnement de l'établissement) est de **550 000 €HT - valeur MO études**.

## 1.2 Forme du marché

La consultation est lancée suivant une procédure formalisée visée à l'article R 2124-1 du décret 2018-1075 paru au JORF du 03/12/2018.

La consultation est un appel d'offres ouvert visée à l'article R 2124-2 du décret 2018-1075 paru au JORF du 03/12/2018.

La consultation prend en compte la possibilité de recourir aux marchés similaires visé à l'article R 2122-7 du décret 2018-1075 paru au JORF du 03/12/2018.

## 1.3 Marché similaire

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier ultérieurement au maître d'œuvre, en application de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires. L'objet de ces nouveaux marchés ne peut concerner que la stricte répétition de prestations décrites dans les documents du présent marché et se rapportant au même programme, en conformité avec le projet de base.

La durée pendant laquelle les nouveaux marchés publics peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

Il s'agit de prestations : autres installations de désenfumage à la CNMSS.

## 1.4 Pièces constitutives du marché

### 1.4.1 Pièces particulières et générales

Dans l'ordre de priorité décroissante :

- ✓ L'acte d'engagement et ses annexes 1 et 2 :
  - 1/ répartition des honoraires de maîtrise d'œuvre par éléments de missions et par co-traitant, pour la mission de base.
  - 2/ répartition des honoraires de maîtrise d'œuvre par éléments de missions et par co-traitant, pour les missions complémentaires,
- ✓ Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- ✓ Le programme technico-fonctionnel de l'opération (V1 du 24/09/2025),
- ✓ Dossier Technique Amiante bâtiment Bleu (DTA),
- ✓ Dossier Technique Plomb bâtiment Bleu (DTP),
- ✓ Audit de sécurité incendie de la société « Analyfeu » (version du 16 juillet 2025) et ses annexes (synoptique des installations de désenfumage mécanique et tableau de mesures des débits) – (document joint à titre indicatif)
- ✓ Le Cahier des Clauses Administratives Générales Maîtrise d'œuvre (CCAG/MOE), applicables aux marchés publics de Maîtrise d'œuvre approuvés par l'arrêté du 30 mars 2021 (JO du 1er avril 2021) en vigueur à la date de notification,
- ✓ Le cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G. travaux) applicables aux marchés publics de travaux approuvés par l'arrêté du 30 mars 2021 (JO du 1er avril 2021) en vigueur à la date de notification, applicable sur le rôle de Maître d'Œuvre dans la phase exécution des travaux
- ✓ Mémoire technique remis par le titulaire.

**Les stipulations du marché sont conformes aux dispositions :**

- ✓ **Partie législative du code de la commande publique, Livre IV intitulé « Dispositions propres aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage publique et à la maîtrise d'œuvre privée »** relatif à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, l'élaboration du programme et la détermination de l'enveloppe financière peuvent se poursuivre jusqu'à la fin des études d'avant-projet. ;
- ✓ Partie réglementaire du code la commande publique, livre IV intitulé « Dispositions propres aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage publique et à la maîtrise d'œuvre » ;
- ✓ Annexe n°20 du code de la commande publique : arrêté précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrages publics à des prestataires de droit privés.

Le domaine d'exploitation des droits cédés par le maître d'œuvre (droits de représentation et de reproduction) s'exerce pendant la durée de vie de l'ouvrage et sur le territoire français et européen. L'offre des candidats est réputée comprendre la rémunération relative à cette autorisation.

## **1.5 Durée du marché et des prestations**

Le marché de maîtrise d'œuvre est conclu à partir de sa date de notification, et pour toute la durée de la mission de maîtrise d'œuvre, jusqu'à la fin du délai de garantie de parfait achèvement (GPA) des ouvrages (de tous les marchés de travaux) prévu à l'article 44-1 du CCAG applicable aux marchés de travaux ou à l'issue de sa prolongation décidée par le maître d'ouvrage en application de l'article 44.2 du CCAG/Travaux et réception par le maître d'ouvrage du compte-rendu de fin de GPA pour chaque marché de travaux.

Le représentant du pouvoir adjudicateur donne délégation au conducteur d'opération pour la notification des ordres de services.

Le démarrage de la mission du titulaire intervient à la date précisée par l'ordre de service du conducteur d'opération.

Le démarrage de chaque élément de mission et de chaque mission, sera précisé par l'ordre de service du conducteur d'opération prescrivant de commencer, l'élément de mission ou la mission concerné(e).

### **Délai prévisionnel des travaux :**

La durée contractuelle d'exécution des travaux (pour les marchés de travaux) est estimée par le maître d'ouvrage à environ cinq (5) mois (afin de tenir compte de la période de préparation, de l'établissement et de la validation des études d'exécution, des commandes et durées d'approvisionnement et livraison des matériaux et matériels, des phasages et des contraintes de déroulement des travaux). Les travaux devront être réalisés en site occupé et selon les contraintes de déroulement des travaux définis dans le programme de l'opération.

## **2 Prestations du marché**

### **2.1 Définition et contenu des prestations**

#### **2.1.1 Contenu des éléments de mission**

La mission de maîtrise d'œuvre comprend une mission de base et des missions complémentaires.

#### **2.1.2 Eléments des missions de base :**

La mission comprend une mission de base, au sens de la partie réglementaire du code la commande publique, livre IV intitulé « Dispositions propres aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage publique et à la maîtrise d'œuvre » et à son annexe 20 ;

Le contenu de chaque élément de mission de la mission de base est celui qui figure à l'annexe II de l'annexe 20 du code de la commande publique : arrêté précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiées par des maîtres d'ouvrages publics à des prestataires de droit privé, complété par les prescriptions énoncées ci-dessous :



### 2.1.2.1 APS : études d'avant-projet sommaire

L'APS doit permettre de :

- ⇒ De définir plusieurs solutions techniques adaptées ;
- ⇒ Vérifier la compatibilité des solutions retenues avec les contraintes du programme et du site ainsi qu'avec les différentes réglementations notamment celles relatives à la sécurité incendie, à la sécurité des personnes et à l'hygiène et à la sécurité,
- ⇒ Examiner les possibilités et contraintes de raccordement aux différents réseaux du bâtiment existant,
- ⇒ Dans la continuité du diagnostic, poursuivre et mettre à jour les études inhérentes aux caractéristiques des ouvrages de désenfumage mécanique, des installations de génie climatique, traitements d'air, chauffage ventilation climatisation (CVC) et de plomberie, des installations électriques (électricité courants forts et courants faibles, des installations de sécurité incendie (SSI), des installations techniques diverses, des ouvrages tout corps d'états et prestations diverses),
- ⇒ Réaliser l'état projeté des futures ouvrages et installations et proposer plusieurs solutions techniques,
- ⇒ Proposer les dispositions techniques pouvant être envisagées ainsi que les performances techniques à atteindre,
- ⇒ Préciser un calendrier de réalisation avec un phasage détaillé et le découpage en tranches optionnelles,
- ⇒ Établir une estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux,

### 2.1.2.1 – APD : études d'avant-projet définitif et élaboration des dossiers de demandes d'autorisations administratives

Dans la continuité des études d'APS, l'APD a pour objet de :

- ⇒ De définir les solutions techniques adaptées ;
- ⇒ Justifier les solutions techniques retenues, notamment en ce qui concerne les installations techniques et les raccordements,
- ⇒ Dans la continuité de l'APS, poursuivre et mettre à jour les études inhérentes aux caractéristiques des ouvrages de désenfumage mécanique, des installations de génie climatique, traitements d'air, chauffage ventilation climatisation (CVC) et de plomberie, des installations électriques (électricité courants forts et courants faibles, des installations de sécurité incendie (SSI), des installations techniques diverses, des ouvrages tout corps d'états et prestations diverses),
- ⇒ Vérifier le respect des différentes réglementations notamment celles relatives notamment celles relatives à la sécurité incendie, à la sécurité des personnes et à l'hygiène et à la sécurité,
- ⇒ Préciser un calendrier de réalisation avec un phasage détaillé et le cas échéant le découpage en tranches optionnelles,
- ⇒ Établir l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, décomposés en lots séparés,
- ⇒ Permettre au maître de l'ouvrage d'arrêter définitivement le programme et certains choix d'équipements en fonction de l'estimation des coûts d'investissement, d'exploitation et de maintenance,
- ⇒ Arrêter le forfait définitif de rémunération dans les conditions prévues au CCAP,

Dans le cadre des études d'avant-projet, des réunions de concertation sont organisées avec le maître d'ouvrage où sont fournies, au fur et à mesure, des explications sur les solutions esthétiques, techniques, et économiques proposées.

### **Dossier de demandes d'autorisation de travaux, de déclaration préalable et d'autorisations administratives :**

Le maître d'œuvre assiste le maître d'ouvrage pour la constitution du dossier administratif. Le maître d'œuvre effectue toutes les démarches et consultations préalables nécessaires à l'obtention des autorisations administratives (autorisations de travaux, déclaration préalable, autorisations d'urbanismes, accord de la mairie, l'autorisation des gestionnaires de réseaux, etc.).

Le maître d'œuvre constitue intégralement les dossiers et assiste le maître d'ouvrage dans ses relations avec les administrations, pendant toute la durée de l'instruction y compris lors des échanges informels avec les organismes instructeurs.

Le maître d'ouvrage s'engage à communiquer au maître d'œuvre toute correspondance avec l'administration. Dès réception de l'autorisation de travaux, il lui en transmet une copie et procède à l'affichage réglementaire sur le terrain.

Si l'opération nécessite d'autres autorisations administratives, le maître d'œuvre assiste le maître d'ouvrage, pendant toute la durée de leur instruction. Le maître d'œuvre effectue toutes les démarches nécessaires et constitue intégralement tous les dossiers correspondants.

#### **2.1.2.2 - PRO/DCE : études de projet et élaboration du dossier de consultation des entreprises**

Les études de projet fondées sur le programme et les avant-projets approuvés par le maître d'ouvrage, ainsi que les demandes d'autorisation de travaux et les différentes autorisations administratives définissent la conception générale de l'ouvrage.

Les études de projet ont pour objectif de :

- ⇒ Préciser par des plans, coupes et élévations les formes des différents éléments de la construction, la nature et les caractéristiques des matériaux ainsi que les conditions de leur mise en œuvre,
- ⇒ Déterminer l'implantation et l'encombrement de tous les éléments de structure et tous les équipements techniques,
- ⇒ Préciser les tracés des alimentations et des évacuations de tous les fluides,
- ⇒ Décrire précisément tous les ouvrages tous corps d'états dans le détail et établir les plans de repérage nécessaires à la compréhension du projet,
- ⇒ Prendre en compte les exigences d'entretien, de maintenance et d'exploitation ainsi que la maintenabilité des ouvrages (accessibilité des ouvrages, modularité des composants, standardisation, etc..),
- ⇒ Dans la continuité de l'APD, poursuivre et mettre à jour les études inhérentes aux caractéristiques des ouvrages de désenfumage mécanique, des installations de génie climatique, traitements d'air, chauffage ventilation climatisation (CVC) et de plomberie, des installations électriques (électricité courants forts et courants faibles, des installations de sécurité incendie (SSI), des installations techniques diverses, des ouvrages tout corps d'états et prestations diverses),
- ⇒ Établir le coût prévisionnel des travaux décomposés par corps d'état, sur la base d'un avant-métré,
- ⇒ Déterminer le délai global de la réalisation de l'ouvrage, le calendrier détaillé d'exécution des travaux et toutes les contraintes détaillées de réalisation des travaux à respecter,
- ⇒ Insérer et organiser le PRO/DCE, la DPGF et les plans.,

Cet élément de mission comprend notamment pour chaque lot la rédaction du cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et de ses annexes (plans, études et tous les autres documents

du dossier de consultation des entreprises (DCE)), ainsi que le calendrier d'exécution détaillé des travaux (OPC), le cadre vierge de la décomposition du prix globale et forfaitaire (DPGF) de chaque lot, l'estimation financière détaillée (quantitatif estimatif détaillé) du maître d'œuvre.

**Nota** : La mission ACT démarrera en même temps que la phase « PRO/DCE » (élaboration des clauses administratives du CCAP, RC, AE par le maître d'œuvre à insérer dans un document intitulé « Fiche technico-administrative » (la trame modifiable en version « .doc » sera transmise au maître d'œuvre avant le démarrage de la phase « PRO/DCE »).

La fiche technique administrative permettra au service des achats de la CNMSS de constituer les pièces administratives (AE, CCAP, RC) des marchés de travaux. Le maître d'œuvre devra relire et vérifier les pièces administratives.

#### **2.1.2.3 ACT : assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux, y compris la réalisation de l'analyse des candidatures et des offres des entreprises de travaux, ainsi que la préparation des négociations et mises au point nécessaire**

Cet élément de mission comprend les tâches et prestations suivantes :

- ⇒ Préparation de la consultation des entreprises en fonction du mode de passation et de dévolution des marchés de travaux :
- ⇒ Établir le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes (plans, études et tous les autres documents du dossier de consultation des entreprises (DCE)), le cadre vierge de la décomposition du prix globale et forfaitaire (DPGF) de chaque lot, l'estimation financière détaillée (quantitatif estimatif détaillé) du maître d'œuvre ;
- ⇒ Établir la fiche technico-administrative mentionnant tous les renseignements nécessaires à la rédaction des pièces administratives (RC, CCAP, AE) des marchés de travaux ;
- ⇒ Proposition au maître d'ouvrage des critères de sélection et de qualification à insérer dans l'avis de publicité et dans le règlement de consultation, ainsi que des critères de jugement des offres ;
- ⇒ Effectuer les réponses aux questions posées par les entreprises (pendant toute la consultation) suivant les modalités définies avec le maître d'ouvrage,
- ⇒ Analyse des candidatures et proposition de sélection au maître d'ouvrage,
- ⇒ Analyse des offres et s'il y a lieu analyse des variantes, établissement d'un rapport comparatif détaillé d'analyse techniques et financière des offres,
- ⇒ Préparation des négociations et des mises au point, avec participation aux négociations et aux mises au point sous la direction et le contrôle et en présence du bureau des achats de la CNMSS le cas échéant.

#### **2.1.2.4 VISA : Examen de la conformité du projet et visa des études d'exécution réalisées par les entreprises, afin d'assurer le respect des dispositions des études de projet)**

Le maître d'œuvre s'assure que les documents d'exécution établis par les entrepreneurs respectent les dispositions du projet et, dans ce cas, leur délivre le VISA.

L'examen de la conformité au projet des études d'exécution faites par les entrepreneurs ainsi que leur visa par le maître d'œuvre a pour objet d'assurer le maître d'ouvrage que les documents établis respectent les dispositions du projet établi par le maître d'œuvre.

**Le maître d'œuvre effectue également la synthèse de l'ensemble des documents d'exécution établis par les entrepreneurs.**

L'examen de la conformité au projet comporte la détection des anomalies normalement décelables par un homme de l'art. La délivrance du visa ne dégage pas les entrepreneurs de leur propre responsabilité.

La délivrance du VISA comporte :

- ⇒ L'examen de la conformité des plans et des documents d'exécution établis par les entrepreneurs aux documents établis par le maître d'œuvre,
- ⇒ L'établissement d'un état récapitulatif d'approbation ou d'observations de tous les documents d'exécution,
- ⇒ L'examen et l'approbation des matériels et matériaux et leur conformité aux prescriptions arrêtées dans le CCTP des marchés de travaux,
- ⇒ Les arbitrages techniques et architecturaux relatifs à ces choix et aux éventuelles variantes proposées par les entrepreneurs,
- ⇒ L'examen des tableaux de gestion des documents d'exécution à établir par le maître d'œuvre des matériaux et des matériels,
- ⇒ Le contrôle des cohérences inter-entreprises.

#### 2.1.2.5 - DET : direction de l'exécution des contrats de travaux

La direction de l'exécution des contrats de travaux a pour objet de :

- ⇒ S'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les études effectuées,
- ⇒ S'assurer que les documents à produire par les entrepreneurs, en application des contrats de travaux, sont conformes aux dits contrats et ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradictions normalement décelables par un homme de l'art,
- ⇒ S'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions des contrats de travaux,
- ⇒ Délivrer tout ordre de service et établir tout procès-verbal nécessaire à l'exécution des contrats de travaux ainsi que procéder aux constats contradictoires, organiser et diriger les réunions de chantier,
- ⇒ Informer systématiquement le maître de l'ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et des dépenses, avec indication des évolutions notables,
- ⇒ Vérifier et analyser le cas échéant, les devis des entrepreneurs pour établir les fiches de travaux modificatifs des prestations modifiées pour validation par le pouvoir adjudicateur,
- ⇒ Vérifier les projets de décomptes mensuels ou les demandes d'avances présentées par les entrepreneurs ; établir les états d'acomptes, vérifier le projet de décompte final établi par les entrepreneurs et établir le décompte final,
- ⇒ Donner un avis au maître d'ouvrage sur les réserves éventuellement formulées par les entrepreneurs en litige sur l'exécution ou le règlement des travaux, ainsi qu'instruire les mémoires en réclamation des entrepreneurs.

Le maître d'œuvre devra notamment réaliser autant de réunions de chantier par semaine et de réunions techniques sur site que le nécessiteront la complexité technique de réalisation de l'ouvrage et le phasage des travaux en site occupé, (avec au minimum une réunion de chantier hebdomadaire sur site faisant l'objet d'un compte-rendu de réunion détaillé).

La durée contractuelle d'exécution des travaux (pour les marchés de travaux) est estimée par le maître d'ouvrage à environ **cinq (5) mois** (afin de tenir compte de la période de préparation, de l'établissement et de la validation des études d'exécution, des commandes et durées d'approvisionnement et livraison des matériaux et matériels, des phasages et des contraintes de déroulement des travaux).

### 2.1.2.6 - AOR : assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception, ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement des travaux (GPA)

Cette phase comprend notamment les actions et tâches suivantes :

- ⇒ Organiser les opérations préalables à la réception des travaux, nécessaires au contrôle de la bonne réalisation des travaux, ainsi que la réalisation des essais nécessaires à la confirmation du fonctionnement des installations techniques ;
- ⇒ Assurer le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée,
- ⇒ Procéder à l'examen des désordres signalés par le maître d'ouvrage et faire procéder à la levée des désordres ;
- ⇒ Constituer le dossier des ouvrages exécutés (DOE) nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage à partir des plans conformes à l'exécution remis par les entrepreneurs, des plans de récolement ainsi que des notices de fonctionnement et des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipements mis en œuvre ;
- ⇒ Effectuer les comptes rendus de fin de GPA ;

### 2.1.3 Missions complémentaires :

#### 2.1.3.1 – Mission Etudes de diagnostics (DIA) et de relevés sur site des installations techniques et d'établissement de plans détaillés (RP)

Il s'agit d'une mission d'études de diagnostics combinée à une mission de relevés sur site des installations techniques et d'établissement des plans détaillés de ces installations techniques existantes, en raison de l'absence des dossiers des ouvrages exécutés (DOE) des installations techniques existantes (installations de désenfumage mécanique, installations de génie climatique et de traitements d'air de confort et de process, installations électriques, etc.).

Les études de diagnostics qui permettent de renseigner le maître d'ouvrage sur l'état du bâtiment, de ses ouvrages tout corps d'état et de ses installations techniques et sur la faisabilité de l'opération ont pour objet :

- 1° D'établir un état des lieux précis de tous les ouvrages ;
- 2° De définir les causes et les origines des différents désordres et de déterminer les non-conformités ;
- 3° De définir les solutions techniques de remise en état et d'en déduire et confirmer la faisabilité de l'opération.

D'une part, ces études de diagnostics et la mission de relevés sur site des installations techniques et d'établissement des plans détaillés comprendront :

#### Bâtiment bleu :

- ⇒ L'étude et l'analyse de la réglementation incendie, la définition du mode de construction du bâtiment bleu et notamment de ses parties « cuisine » et « restaurant / scramble » ;
- ⇒ L'étude et l'analyse de la réglementation inhérente au désenfumage, des installations existantes et de leur fonctionnement, les relevés des écarts et non-conformités par rapport à la réglementation ;
- ⇒ **L'audit détaillé de maîtrise d'œuvre des installations de désenfumage mécanique,**
- ⇒ Les relevés sur site de toutes les installations techniques existantes de la « salle de restaurant/scramble » :

- Installations de désenfumage mécanique (amenées d'air depuis la prise d'air comprise en pignon du bâtiment bleu, réseau d'extraction mécanique, définition de la localisation précise et des caractéristiques détaillées des réseaux et des équipements de désenfumage, extraction d'air en toiture, etc. ;
  - Installations de traitements d'air de confort (réseaux double flux soufflage et reprise) et de génie climatique ;
  - Installations d'électricité courant fort et courant faible ;
  - Installations du système de sécurité incendie SSI (câblages, détecteurs incendie, diffuseurs sonores, éclairage de sécurité d'évacuation et d'ambiance, etc.) ;
  - Autres installations et ouvrages tout corps d'état cheminant en plafond suspendu et dans les vides de construction ;
- ⇒ Les relevés précis de tous les équipements situés en plénum des plafonds suspendus de la « salle de restaurant/scramble » et des locaux de la cuisine, ainsi que des autres locaux, etc., ainsi que la détermination précise des caractéristiques techniques et géométriques des plénums, des plafonds suspendus, des plafonds démontables et non démontables, des obstacles, des encombrements, des flocages et de leurs caractéristiques, des caractéristiques des planchers et des parois verticales, etc.
- ⇒ **Un relevé complet et précis des installations de traitements d'air et de génie climatique (confort, process, etc.) devra être réalisé par le maître d'œuvre** (comprenant la « chaufferie du bleu », les locaux de production de froid du bâtiment bleu (local froid « eau glacée » au niveau « -2 » et groupes froids au 6ème étage), le local « CTA » situé au niveau « -1 » (1er sous-sol), les cheminements des réseaux hydrauliques et aérauliques, de régulation et d'électricité entre les locaux et dans les vides de construction, les installations de traitements d'air du local « restaurant/scramble » avec les réseaux de soufflage et de reprise, les installations de traitements d'air des locaux de la cuisine et des autres locaux du bâtiment bleu, etc.

**Le maître d'œuvre devra rechercher, étudier et comprendre les modalités de fonctionnement et de régulation, ainsi que les consignes de réglage (températures, hygrométries, débits d'air, etc.) des différents équipements de génie climatique et de traitements d'air. Il devra vérifier leur état et leur fonctionnement pendant la phase de diagnostics.**

- ⇒ **L'audit de la gaine maçonnée verticale** entre le niveau « -2 » et la toiture du plancher haut du 6ème étage : le conduit d'extraction du désenfumage mécanique du restaurant transite par la cuisine et remonte dans une gaine technique maçonnée (sur toute la hauteur du bâtiment bleu) avant de déboucher et d'être raccordé sur le caisson d'extraction de désenfumage mécanique situé dans un édicule sur la toiture du 6ème étage (plancher haut du 6ème étage) du bâtiment bleu.

Il est à noter que le conduit maçonné renferme d'autres conduits, en plus du conduit de désenfumage mécanique.

L'état précis de la gaine maçonnée (degré coupe-feu et état inconnus) devra être vérifié et déterminé par le maître d'œuvre lors des études de diagnostics. La nature, l'état, la forme, la constitution, les dimensions, l'origine, le tracé (compris changements de direction) et la destination de chaque conduit devront être relevés par le maître d'œuvre.

Les dispositions constructives et incendie de l'ensemble et les éventuelles non-conformités devront être analysées et relevées précisément par le maître d'œuvre.

Les intervenants de l'équipe de maîtrise d'œuvre, durant toute la mission de maîtrise d'œuvre, notamment pendant la phase de diagnostics, devront mettre en place les protections collectives adaptées et porter les équipements de protection individuels réglementaires (EPI).



- ⇒ Les relevés de l'état et de la constitution des différents ouvrages tout corps d'état (TCE) amenés à être modifiés et/ou remplacés en tout ou partie de la « salle de restaurant/scramble », des locaux de la cuisine, des escaliers, circulations, gaines techniques, vides de construction, autres locaux, volumes, toitures terrasses, façades et espaces extérieurs du bâtiment bleu :
  - Luminaires, commandes d'éclairage, éclairage de sécurité, câblages, goulottes, moulures et supports d'électricité (chemins de câbles, etc.), déclencheurs manuels incendie, détecteurs incendie, extincteurs et leurs supports, plinthes, barres de seuil, revêtements de sols, plafonds suspendus, plafonds en plaques de plâtre, flocages, murs et cloisons, planchers, habillages décoratifs des parois de toutes natures, grilles et ouvrages de serrurerie, métallerie, grilles de ventilation et d'amenée et/ou de prise d'air, équipements de chauffage ventilation climatisation et de traitements d'air CVC, etc.
- ⇒ Les relevés non-conformités liées à des défauts de coupe-feu de traversée des conduits et/ou gaines et des non-conformités des différents ouvrages tout corps d'état engendrant des risques de propagation du feu entre les différents locaux (locaux de la cuisine, du restaurant, du garage, du local CTA, entre l'ensemble cuisine restaurant et le reste du bâtiment) ;
- ⇒ L'analyse de la conformité réglementaire des ouvrages et des dispositions existantes, le relevé des anomalies, désordres, non-conformités et dysfonctionnements,
- ⇒ Tous les autres relevés, investigations et études nécessaires,
- ⇒ **La réalisation des plans détaillés des installations techniques existantes :**

La CNMSS ne possède pas les dossiers des ouvrages exécutés (DOE) des ouvrages et installations techniques. Par conséquent, le maître d'œuvre devra effectuer dès le démarrage de la phase « Diagnostics » les relevés complets des installations de désenfumage mécanique, des installations de génie climatique et de traitements d'air du restaurant/scramble, de la cuisine collective professionnelle, des locaux techniques et des autres locaux et volumes techniques du bâtiment bleu concernés par l'opération, les installations électriques courants forts et courants faibles, les cheminements de tous les fluides (aérauliques, hydrauliques, électriques, etc.) à l'intérieur du bâtiment bleu, les réseaux d'extraction des hottes de la cuisine, les différents ouvrages tout corps d'état (gros œuvre, flocages, les plafonds suspendus, les revêtements de sol, les murs et cloisons, les revêtements décoratifs, les ouvrages de finition, les grilles et ouvrages de métallerie, équipements SSI, etc.), les locaux, les locaux techniques, les vides de construction, les plénum de plafonds suspendus et les gaines techniques du bâtiment bleu.

La nature, l'état, la forme, la constitution, les dimensions, le calorifugeage éventuel, l'origine, le tracé précis (compris changements de direction) et la destination de chaque conduit et canalisation, ainsi que chaque équipement et ouvrage, devront apparaître de manière détaillée sur les plans « état actuel ». Ces plans « état actuel » (plans de niveaux et coupes), d'une très grande précision (niveau plan d'exécution EXE), permettront de renseigner et d'apporter des informations fiables et exhaustives aux différents acteurs de l'opération (maîtrise d'œuvre, maître d'ouvrage, contrôleur technique, entreprises de travaux, etc.) sur les installations de désenfumage mécanique, les installations de génie climatique, traitements d'air, CVC. Ils permettront également au maître d'œuvre de réaliser l'ensemble des plans projetés « état futur » de ses études de conception APS, APD et PRO/DCE et de déterminer avec fiabilité les possibilités de passage et d'encombrement des futurs réseaux et installations (en supprimant les conflits et en trouvant les solutions techniques TCE adaptées).

⇒ D'autre part, ces études de diagnostics permettront de s'assurer :

- De la présence ou non d'amiante et de plomb ;

Elles permettront de renseigner le maître d'ouvrage sur l'état des différents ouvrages, ainsi que sur l'état de conformité et/ou de non-conformité des installations et ouvrages.

Elles comporteront :

- ⇒ L'apport de recommandations et de conseils au maître d'ouvrage et à l'exploitant ;
- ⇒ La proposition de mesures conservatoires immédiates à prendre si nécessaire par le maître d'ouvrage et l'exploitant ;
- ⇒ La prédéfinition et l'esquisse de différentes solutions techniques à mettre en œuvre,

Nota : Cette mission DIA / RP devra se faire préalablement à la phase avant-projet sommaire.

### **2.1.3.2 Mission de coordination OPC (Ordonnancement, Pilotage et Coordination)**

L'ordonnancement, la coordination et le pilotage du chantier ont pour objet :

- ⇒ Pour l'ordonnancement et la planification : d'analyser les tâches élémentaires portant sur les études d'exécution et les travaux ; de déterminer leurs enchainements ainsi que leur chemin critique, par des documents graphiques et de proposer des mesures visant au respect des délais d'exécution des travaux et une répartition appropriée des éventuelles pénalités,
- ⇒ Pour la coordination : d'harmoniser dans le temps et l'espace, les actions des différents intervenants au stade des travaux,
- ⇒ Pour le pilotage : de mettre en application, au stade des travaux et jusqu'à la levée des réserves dans les délais impartis dans les contrats de travaux, les diverses mesures d'organisation arrêtées au titre de l'ordonnancement et de la coordination.

**En phase de conception, le pilote est chargé :**

- ⇒ De l'élaboration du calendrier prévisionnel détaillé des travaux.

**En phase de préparation des travaux, le pilote est chargé :**

- ⇒ De regrouper les listes des plans d'exécution établis par les entrepreneurs,
- ⇒ De mettre en place l'organisation générale de l'opération,
- ⇒ De planifier et coordonner temporairement les études d'exécution,
- ⇒ De planifier les travaux.

**En phase d'exécution des travaux, le pilote est chargé :**

- ⇒ De veiller au respect du cadre d'organisation défini en phase préparation,
- ⇒ De mettre à jour la planification générale et de la compléter par une planification détaillée par périodes et par élément d'ouvrage,
- ⇒ De coordonner l'ensemble des intervenants, en particulier en animant des réunions spécifiques de coordination et de diffuser leurs comptes rendus,
- ⇒ De veiller au respect des objectifs calendaires et le cas échéant de proposer des mesures correctives pour rattraper les retards,
- ⇒ D'apprécier l'origine des retards,

**En phase d'assistance aux opérations de réception, le pilote est chargé :**

- ⇒ D'établir la planification des opérations de réception,
- ⇒ De coordonner et de piloter ces opérations,
- ⇒ De pointer l'avancement des levées de réserves.



#### **2.1.4 Interruption / suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles.**

A l'issue de chacune des parties techniques énumérées ci-dessous le maître d'ouvrage pourra décider d'arrêter la mission sans que le titulaire ne puisse prétendre à des indemnités.

En cas d'arrêt d'une partie technique décidées par le maître de l'ouvrage,

- ⇒ Partie technique 1 : Etudes de diagnostics / RP (Relevés sur site des installations techniques et établissement de plans détaillés) ;
- ⇒ Partie technique 2 : APS ;
- ⇒ Partie technique 3 : APD
- ⇒ Partie technique 4 : PRO-DCE ;
- ⇒ Partie technique 5 : ACT ;
- ⇒ Partie technique 5 : VISA / DET / AOR

### **2.2 Exécution des prestations**

#### **2.2.1 Lieu d'exécution**

Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale  
247 et 256, Avenue Jacques Cartier  
83 090 Toulon Cédex 9

#### **2.2.2 Modalités d'exécution**

Le mode de dévolution des marchés de travaux est précisé au plus tard avant le commencement de la mission PRO.

Les travaux se dérouleront selon les contraintes de déroulement des travaux et de continuité de fonctionnement de l'établissement (continuité de l'activité des bâtiments) fixées dans le programme de l'opération.

La gestion des travaux devra faire l'objet d'une attention particulière, d'un phasage précis et d'une coordination avec l'exploitant et le maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre réalisera autant de réunion de chantier par semaine et de réunions techniques sur site (avec au minimum une réunion de chantier hebdomadaire sur site) que le nécessiteront la complexité technique de réalisation de l'ouvrage et le phasage des travaux en site occupé.

Le maître d'œuvre devra se coordonner avec les autres maîtrises d'œuvres d'autres opérations en cours. A titre d'information, une opération de mise en conformité des installations existants électriques du bâtiment Bleu est en cours

Les délais d'exécution des missions de base et des missions complémentaires sont indiqués dans l'acte d'engagement.

#### **2.2.3 Conducteur d'opération**

La conduite d'opération est assurée par la Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale (CNMSS) de Toulon - Département Infrastructures et Moyens Généraux (DIM) – Service gestion des bâtiments.

Le conducteur d'opération est l'unique interlocuteur public de la maîtrise d'œuvre.

Le représentant du pouvoir adjudicateur donne délégation au conducteur d'opération pour la notification des ordres de services.

#### **2.2.4 Contrôle technique et missions confiées au CT**

Pour l'exécution du présent marché, le maître d'ouvrage sera assisté d'un contrôleur technique agréé. Les missions confiées par le maître de l'ouvrage au contrôleur technique, agréé au sens de la loi du 4 janvier 1978, sont les suivantes :

**L** (solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables),

**LE** (solidité des existants),

**P1** (solidité des éléments d'équipement non indissociablement) ;

**S** (conditions de sécurité des personnes dans les constructions),

Des avis de contrôle technique seront émis pour chaque rendu de conception de maîtrise d'œuvre (APS, APD, PRO/DCE). Un rapport initial de contrôle technique (RICT) sera émis sur les études PRO/DCE.

Le contrôleur technique émettra des avis sur les documents d'exécution et effectuera des visites de chantier. En fin de travaux, le contrôleur technique fournira son rapport final de contrôle technique.

Les coordonnées du contrôleur technique sont les suivantes :

##### **SOCOTEC CONSTRUCTION**

Centre d'Affaire Grand Var

Bât B – 1<sup>er</sup> étage

1110 Chemin des Plantades

83 130 La Garde

[www.socotec.fr](http://www.socotec.fr)

Les coordonnées de la personne en charge de la mission de contrôle technique chez SOCOTEC seront transmises ultérieurement.

#### **2.2.5 Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (SPS)**

La présente opération relève de la 2<sup>ème</sup> catégorie au sens du code du travail (loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 relative à la sécurité et la santé des travailleurs et des décrets pris pour son application). Le maître d'ouvrage est assisté d'un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, pour ce qui concerne les études de conception, l'élaboration du Plan Général de Coordination SPS, la définition des dispositifs prévus pour la maintenance et la fourniture des pièces et documents nécessaires à la confection du DIUO.

Les coordonnées du coordonnateur SPS sont les suivantes :

##### **ANCO MEDITERRANEE**

515, Avenue de la Tramontane

Le forum – ATHELIA

13 600 La Ciotat

☎ 04.42.98.12.94

@ [contact13@ancogroupe.fr](mailto:contact13@ancogroupe.fr)

[www.anco.pro](http://www.anco.pro)

Jean-Louis TALAGRAND

☎ 06.71.57.98.27

[contact13@ancogroupe.fr](mailto:contact13@ancogroupe.fr)

Lucas GRONCHI

☎ 07.88.21.70.17

### **2.2.6 Coordination Système Sécurité Incendie (SSI)**

Le coordonnateur SSI a une mission de coordination SSI réglementaire (conception et réalisation).

Ses coordonnées sont les suivantes :

Société ANALYFEU  
77 impasse des gros verts  
83 136 Rocbaron

Monsieur David BAAK  
☎ 06 68 13 18 18  
[Analyfeu83@yahoo.fr](mailto:Analyfeu83@yahoo.fr)

### **2.2.7 Sous-traitance**

Conformément à l'article 3.6 du CCAG/MOE le maître d'œuvre peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître de l'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

La déclaration du sous-traitant est effectuée à l'aide du formulaire DC4 « déclaration du sous-traitant », dûment renseigné et signé et adressé au maître d'ouvrage selon les conditions décrites aux articles suivants :

- Article R 2193-1 déclaration au moment de l'offre
- Article R 2193-3 et R 2193-4 après la notification du marché

## **2.3 Informations réciproques des cocontractants**

Le maître d'ouvrage communique au maître d'œuvre toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'œuvre pour l'exécution de son marché.

De même, le maître d'œuvre communique au maître d'ouvrage toutes les informations et pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'ouvrage.

## **2.4 Confidentialité – Protection des données personnelles – Mesures de sécurité**

Conformément à l'article 5 du CCAG / Maitrise d'Œuvre, il est fait application des stipulations décrites en matière d'obligations de confidentialité du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage.

# **3 Aspect financier du marché : prix et règlement des comptes**

## **3.1 Forfait de rémunération**

### **3.1.1 Modalités de fixation du forfait de rémunération**

Le forfait provisoire de rémunération est le produit du taux de rémunération « *t* » fixé au paragraphe D2 de l'acte d'engagement par la partie affectée aux travaux de l'enveloppe financière prévisionnelle fixée, en euros HT, dans l'acte d'engagement.

La rémunération provisoire devient définitive lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de l'APD et de l'engagement du maître d'œuvre sur l'estimation prévisionnelle définitive des travaux.

Le forfait définitif de rémunération est le produit du taux de rémunération «  $t$  » fixé au paragraphe D2 de l'acte d'engagement par le montant du coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre.

### 3.1.2 Dispositions diverses

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

Le coût prévisionnel des travaux et le forfait définitif de rémunération sont fixés par avenant, signé sans réserve par les deux parties.

## 3.2 PRIX

### 3.2.1 Forme du prix

Le prix est conclu à titre provisoire, forfaitaire et révisable pour les missions de base.

Les prix des missions complémentaires sont traités à prix définitif dès la notification du marché, forfaitaires et révisables.

Il est établi en euros hors taxes.

Le montant de la T.V.A. est celui applicable au taux de la période considérée d'exécution des prestations.

Dans le cas d'une variation du taux en cours d'exécution, il sera tenu compte de cette variation dans les prix de règlement.

Le forfait définitif est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m0 des études figurant à l'acte d'engagement.

### 3.2.2 Révision du prix

L'indice utilisé est ING, paru sur le site internet de l'INSEE [www.insee.fr](http://www.insee.fr) sous l'identifiant n°001711010 : bases de données/indices et séries chronologiques/bulletin statistique/construction logement/Indice des coûts de production dans la construction/index divers dans la construction/ING Ingénierie.

### 3.2.3 Modalités de révision du prix

La révision prévue par l'article 3.2.2 ci-dessus est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient C de révision donné par la formule suivante :

$$P = P_0 (0,150 + 0,850 \text{ ING}_m / \text{ING}_0)$$

Dans laquelle : P = prix révisé et P0 = prix initial

ING<sub>m</sub> = indice mensuel du mois d'exécution des prestations

ING0 = indice du mois de la date limite de remise des offres

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

La variation est calculée avec les valeurs définitives des indices, il n'est pas prévu de variation provisoire des prix.

Lorsqu'une série est arrêtée, la série équivalente utilisée pour le calcul de la variation des prix est celle proposée par l'INSEE en remplacement de la série arrêtée avec application d'un coefficient de raccordement s'il y a lieu.

L'application de la variation des prix est à la charge du titulaire, qui doit y procéder conformément aux stipulations du marché lors de l'établissement de la facturation.

### **3.3 MODALITES FINANCIERES**

#### **3.3.1 Avance option B**

Modalités de paiement : Dans le cas où le titulaire a perçu une avance, le remboursement de cette dernière s'effectue, dans la mesure du possible, par précompte unique sur les sommes dues au titulaire lorsque le montant des prestations exécutées par lui atteint ou dépasse 65% du montant total du marché, toutes taxes comprises. Dans l'éventualité où la somme précomptée ne permet pas de récupérer le montant total de l'avance, le montant restant dû est prélevé sur les sommes dues ultérieurement au titulaire.

Modalités de remboursement : le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire, selon un rythme et des modalités fixées ci-dessus. En tout état de cause, le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées.

#### **3.3.2 Acomptes**

Le règlement des comptes du marché s'effectue par des acomptes mensuels établis sur la base des prestations exécutées au prorata de l'avancement de la mission.

Par dérogation à l'article 11.8 du CCAG/Maitrise d'œuvre, Il ne sera pas établi de décompte général définitif. La facture finale, abondée de la variation de prix si nécessaire, fera office de solde du marché.




#### **3.3.3 Facturation**

Le montant relatif aux éléments de la mission considérée comme constituant des phases techniques d'exécution, est déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

La valeur de ces pourcentages est renseignée dans l'annexe 1 de l'acte d'engagement.  
Modalités de règlement

Par dérogation à l'article 11.7 du CCAG/Maitrise d'œuvre, le règlement des sommes dues (des états d'acomptes et solde) demeure subordonné à la production de factures lesquelles ne sont pas réclamées au titulaire.

La facture comporte, outre les mentions légales, les mentions suivantes :

-  Dates, références (numéro et désignation) du présent marché,
-  Numéro d'engagement juridique (EJ) du marché,
-  Le code service numéro 77

- ✚ La désignation de la prestation exécutée ainsi que la période concernée, sous peine de rejet.

Le mandataire devra produire un état d'acompte précisant l'avancement des missions et la répartition des honoraires entre le mandataire et les co-traitants et les sous-traitant.

La facture est établie en un exemplaire daté, faisant référence au présent marché et adressée à la Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale.

**Les factures sont transmises uniquement par voie dématérialisée via le portail Chorus Pro. <https://chorus-pro.gouv.fr>**

En cas de co-traitance et sous traitance, les factures des co-traitants sont transmises au mandataire titulaire via chorus Pro. Le mandataire ajoute au dossier de facturation la répartition des paiements avant validation et transmission au MOA conformément à l'article 12.1.3 du CCAG/MOE, le mandataire est seule habilité à présenter les demandes de paiements des cotraitants.

**Siret CNMSS : 180 090 045 00014 – code service N° 77**

Pour toutes demandes relatives à la facturation vous pouvez contacter le bureau facturier à l'adresse mail suivante : [DAF.BF@cnmss.fr](mailto:DAF.BF@cnmss.fr)

### **Paielements**

La monnaie du marché est l'euro.

### **Délai de paiement**

La CNMSS procèdera au paiement des sommes dues dans un délai maximum de 30 jours, à compter de la réception de la demande de paiement du titulaire par le maître d'ouvrage, accompagnée des justifications afférentes. Toutefois, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Le délai global peut être suspendu par l'ordonnateur pour réclamer des pièces ou informations complémentaires ; un nouveau délai global est ouvert, il ne peut en aucun cas être inférieur à 30 jours à compter de la réception des justifications demandées.

A défaut de paiement dans les délais prévus, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

### **3.3.4 Solde**

Par dérogation à l'article 11.8 du CCAG/Maitrise d'œuvre, après constatation de l'achèvement de sa mission, le maître d'œuvre adresse au maître de l'ouvrage une demande de paiement finale. Il ne sera pas établi de décompte général définitif. La facture finale, abondée de la variation de prix si besoin, vaudra solde du marché.

### **3.3.5 Cession – nantissement**

L'exemplaire unique nécessaire à la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance est délivré, sur demande écrite du titulaire, par la personne publique.

Sont désignés :

- Comme personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R 2191-46 et suivants du décret 2018-1075 paru au JORF du 03/12/2018 : le Directeur de la CNMSS.
- Comme comptable assignataire des paiements : l'Agent comptable de la CNMSS - 247, avenue Jacques Cartier 83090 Toulon cedex 9.

### 3.3.6 Paiement des sous-traitants

L'acte spécial (DC4) précise tous les éléments contenus dans l'article 11.3 et suivant du CCAG/MOE

Pour les sous-traitants, le titulaire joint l'exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

### 3.3.7 Retenue de garanties

Sans objet.

## 4 DELAIS – PRESENTATION DOCUMENT

Les délais d'exécution des missions de base et des missions complémentaires sont indiqués au paragraphe D6 de l'acte d'engagement.

### 4.1 PHASE ETUDES

#### 4.1.1 Etablissement des documents d'études

##### 4.1.1.1 Présentation des documents :

Par dérogation à l'article 20.4.2 du CCAG/MOE, le maître d'œuvre est dispensé d'aviser par écrit le maître de l'ouvrage de la date à laquelle les documents d'études lui seront présentés.

##### 4.1.1.2 Nombre d'exemplaires :

Les documents d'études sont remis par le maître d'œuvre au maître de l'ouvrage pour vérification et réception.

Le tableau ci-dessous précise le nombre d'exemplaire à fournir.

Le maître d'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents ci-dessus dans le cadre de l'opération envisagée.

Documents	Nombre d'exemplaire en version papier (pièces écrites et graphiques)	Version informatique et format
Etudes de diagnostics et RP (Relevés sur site des installations techniques et établissement de plans détaillés)	2	
Avant-Projet sommaire	2	

Avant-Projet définitif	2	Pièces écrites au format ".doc" et ".pdf" et les pièces graphiques au format ".dwg" et ".pdf".
Demande d'autorisations administratives	Autant que nécessaire pour les autorités administratives + 1 copie au maître de l'ouvrage	
PRO-DCE	2	
ACT Dossier de consultation des entreprises	2	
VISA Liste des documents exécution approuvés	3	
AOR-DOE	3	

#### 4.1.1.3 Délais :

Conformément à l'article 20.2 du CCAG/Maîtrise d'œuvre, la décision par le maître de l'ouvrage d'admission en l'état, d'admission avec observations, d'ajournement, de réfaction de ou de rejet pour chacun des éléments de mission de maîtrise d'œuvre doit intervenir dans **un délai de deux (2) mois** à compter de la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage des documents d'étude (en version papier) formant le dossier d'étude concerné à réceptionner.

Par dérogation à l'article 21.2.1 du CCAG/Maîtrise d'œuvre, en cas d'ajournement, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour présenter à nouveau les prestations.

Les délais d'exécution relatifs à la remise des documents d'études et du dossier des ouvrages exécutés sont les suivants :

Mission considérée	Document à remettre	Délai maximum de remise	Point de départ du délai
DIA/RP	Etudes de diagnostics, relevés des installations techniques et établissement des plans détaillés	2 mois	Ordre de service prescrivant la date de commencement
APS	Etude Avant-projet sommaire (APS)	1 mois	Ordre de service prescrivant la date de commencement
APD	Avant-projet définitif (APD)	1 mois	Ordre de service prescrivant la date de commencement
	Dossiers de permis de construire et demandes des autorisations administratives de réalisation des travaux		
PRO-DCE	CCTP et plans et tous les documents du dossier de consultation des entreprises de travaux (DCE)	1 mois	Ordre de service prescrivant la date de commencement
ACT	Elaboration de la fiche technico-administrative (FTA) du dossier de consultation des entreprises de travaux (DCE) simultanément à la phase PRO/DCE	15 jours	Ordre de service prescrivant la date de commencement
	Etude des offres	15 jours	



VISA	Examen des documents d'études	10 jours	Date de remise des documents d'entreprises
	Synthèse des documents d'exécution-Plans	10 jours	Date de remise des documents d'entreprises
DET	Etablissement des certificats de paiement et vérification des projets de décomptes	7 jours	Date de dépôt sur Chorus Pro du projet de décompte de l'entreprise
	Etablissement du projet de Décompte Général Définitif (DGD)	10 jours	Date de réception ou de dépôt sur Chorus Pro du projet de décompte final de l'entreprise
	Instruction de mémoire de réclamation	1 mois	Date de réception ou de dépôt sur Chorus Pro du mémoire de réclamation de l'entreprise
	Etablissement des fiches de travaux modificatifs (FTM)	8 jours	Date de réception des devis des entreprises
	Fourniture de compte-rendu de chantier	3 jours	Date de la réunion de chantier
AOR	Etablissement des PV OPR	5 jours	Date d'exécution des OPR
	Fourniture et vérification des dossiers des ouvrages exécutés (DOE)	1 mois	Ordre de service prescrivant la date de commencement
GPA	Fourniture rapport examen de désordres	15 jours	Date de notification au MOE par le MOA du ou des désordres
Toutes missions	Rectificatif des dossiers après validation par MOA	15 jours	Ordre de service prescrivant la date de commencement

**Nota** : La durée contractuelle d'exécution des travaux (pour les marchés de travaux) est estimée par le maître d'ouvrage à environ **cing (5) mois** (afin de tenir compte de la période de préparation, de l'établissement et de la validation des études d'exécution, des commandes et durées d'approvisionnement et livraison des matériaux et matériels, des phasages et des contraintes de déroulement des travaux).

Les travaux devront être réalisés selon les contraintes de la CNMSS et des autorités compétentes.

## 4.2 PHASE TRAVAUX

### 4.2.1 Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder, conformément à l'article 11 du CCAG/Travaux, à la vérification des projets de décompte mensuels établis par l'entrepreneur de travaux et qui lui sont transmis via Chorus. Après vérification, il réalise les états d'acompte et transmet l'ensemble via la procédure Chorus Pro. Le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

#### Délais de vérification :

Conformément à l'article 12.2.2 du C.C.A.G./Travaux, le délai de vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à 7 jours calendaires à compter de la date de dépôt sur Chorus Pro du projet de décompte mensuel de l'entreprise.

Le délai de vérification par le maître d'œuvre du décompte final de l'entrepreneur est fixé à 10 jours calendaires à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise ou de la date de dépôt sur Chorus Pro du projet de décompte final de l'entreprise.

#### **4.2.2 Ordres de service**

Le maître d'œuvre est chargé d'émettre les ordres de service à destination des entrepreneurs, avec copie au maître d'ouvrage. Les ordres de service sont écrits, signés, datés et numérotés par le maître d'œuvre qui les adresse aux entrepreneurs dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG-Travaux.

Les ordres de service faisant suite à une décision du maître de l'ouvrage doivent être notifiés à l'entrepreneur dans un délai de 7 jours.

Toutefois, le maître d'œuvre ne peut émettre d'ordre de service sans avoir obtenu la validation préalable du maître d'ouvrage si l'ordre de service :

- ✚ Porte sur la notification des dates des commencement des périodes de préparation et de démarrage des travaux ou la notification de l'exécution d'une tranche optionnelle ;
- ✚ Entraîne une modification des conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délais d'exécution, de durée et de montants.

#### **4.2.3 Instruction des mémoires de réclamation**

##### *Délai d'instruction :*

Le délai d'instruction des mémoires de réclamation est d'un mois à compter de la date de réception par le maître d'œuvre du mémoire de réclamation.

### **4.3 MODIFICATION DE PROGRAMME ET/OU DE PRESTATIONS**

En cas de modification de programme et/ou des prestations décidées par le maître de l'ouvrage, le présent contrat fait l'objet d'un avenant qui :

- ⇒ Arrête le programme modifié
- ⇒ Arrête le contenu de la mission de maîtrise d'œuvre compte tenu des modifications de prestations apportées ;
- ⇒ Arrête le coût prévisionnel des travaux concernés par ces modifications ;
- ⇒ Adapte en conséquence la rémunération initiale du maître d'œuvre ;
- ⇒ Adapte les modalités d'engagement du maître d'œuvre sur le coût prévisionnel.

## 5 EXECUTION DE LA MISSION JUSQU'À LA PASSATION DES MARCHES de TRAVAUX

### 5.1 Coût prévisionnel des travaux

Le maître d'œuvre s'engage sur un coût prévisionnel de réalisation sur la base de l'enveloppe financière arrêtée par le maître de l'ouvrage, au paragraphe D2 de l'acte d'engagement.

Si le coût prévisionnel de réalisation proposé par le maître d'œuvre, au moment de la remise des prestations de l'élément APS et/ou APD, est supérieur à l'enveloppe financière arrêtée par le maître d'ouvrage, celui-ci peut refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-dessus.

Après réception de l'avant-projet définitif par le maître de l'ouvrage, un avenant fixe le montant du coût prévisionnel des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter.

### 5.2 Conditions économiques d'établissement

Le coût prévisionnel des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 (études) fixé dans l'acte d'engagement.

### 5.3 Tolérance sur le cout prévisionnel des travaux

Par dérogation à l'article 13.2 du C.C.A.G/Maîtrise d'œuvre, le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 7 %.

### 5.4 Seuil de tolérance

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article précédent.

L'avancement des études permet au maître d'œuvre, lors de l'établissement des prestations de chaque élément de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance, et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître de l'ouvrage le lui demande.

### 5.5 Cout de référence des travaux

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la mise en concurrence relative à la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre établit le coût des travaux tel qu'il résulte de la consultation (coût de référence).

Ce coût est obtenu en multipliant le montant des offres considérées, tous critères confondus, comme les plus avantageuses par le maître d'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport des index BT, appliqués aux marchés de travaux, pris respectivement au mois m0 des études du marché de maîtrise d'œuvre et du mois m0 des travaux :

(Total offres x BT m0 études)

BT m0 travaux

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Si le coût est supérieur au seuil de tolérance, le maître d'ouvrage peut déclarer la consultation infructueuse.

Le maître d'ouvrage peut également demander la reprise des études. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours suivants la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude, et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 15 jours à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître d'ouvrage de lancer une nouvelle procédure ou d'engager une nouvelle négociation.

## **6 EXECUTION DE LA MISSION APRES PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX**

### **6.1 Coût de réalisation des travaux**

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Un avenant notifie le montant du coût de réalisation des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter.

Le maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans le document ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

### **6.2 Condition économique**

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques à la date de fixation du prix dans l'offre des marchés de travaux.

### **6.3 Tolérance sur le cout de réalisation des travaux**

Par dérogation à l'article 13.2 du C.C.A.G/Maîtrise d'œuvre, le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance. Ce taux de tolérance est de 5 %.

### **6.4 Seuil de tolérance sur le cout de réalisation des travaux**

Le seuil de tolérance est égal au coût de réalisation des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance indiqué à l'article précédent.

### **6.5 Comparaison entre comparaison entre réalité et tolérance**

Le coût constaté déterminé par le maître de l'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base, des travaux réellement exécutés dans le cadre des contrats, marchés, avenants, commandes hors marché, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage, hors incidence des travaux modificatifs de catégories 2 et 3 tels que définis à l'article 8 du présent CCAP mais y compris les éventuelles indemnités sur réclamation.

## 6.6 Mesures conservatoires

Si en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux non prévus (hors travaux modificatifs de catégorie 2 et 3) dépasse le seuil de tolérance défini à l'article 6.4, des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître d'ouvrage, par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission VISA, DET et AOR.

## 6.7 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

En tout état de cause, conformément à l'article 6 du C.C.A.G./Maîtrise d'œuvre, le maître d'œuvre assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

# 7 PENALITES

### Exonération :

Par dérogation à l'article 16.2.1 du C.C.A.G./Maîtrise d'œuvre, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1 000,00 € H.T pour l'ensemble du marché.

### 7.1.1 Délai pour représenter les prestations après décision du maître d'ouvrage

Le calcul des pénalités s'applique conformément à l'article 16 du CCAG/MOE.

### 7.1.2 Exécution des prestations :

Conformément à l'article 16.2.3 du C.C.A.G./Maîtrise d'œuvre, en cas de retard dans l'exécution des prestations mentionnées ci-dessus par le maître d'œuvre, le maître d'œuvre peut subir sur ses créances des pénalités dont le montant, par jour calendaire de retard, est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \cdot R / 3000$$

P = le montant de la pénalité

V = la valeur de l'élément de mission auquel se rattache la prestation en retard et sur lequel est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variation de prix et hors du champ d'application de la TVA, dudit élément de mission

R = nombre de jour de retard.

### 7.1.3 Absence aux réunions :

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG/Maîtrise d'œuvre, pour toute absence aux réunions, , le maître d'œuvre encourt une pénalité de 700.00 HT €.

### 7.1.4 Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs

Par dérogation à l'article 16.2.3 du C.C.A.G./Maîtrise d'œuvre, en cas de retard dans la vérification de ce décompte, le maître d'œuvre peut encourir, sur ses créances, des pénalités dont le montant, par jour calendaire de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à 100 €.

### 7.1.5 Ordres de service :

Par dérogation à l'article 16.2.3 du C.C.A.G./Maîtrise d'œuvre, la carence constatée du maître d'œuvre dans la délivrance des ordres de service expose celui-ci à l'application d'une pénalité de 20 € par jour calendaire de retard (compris entre la date où l'ordre de service aurait dû être délivré et celle où il l'a été réellement) sur ses créances.

### 7.1.6 Instruction des mémoires de réclamation :

Par dérogation à l'article 16.2.3 du C.C.A.G./Maîtrise d'œuvre, en cas de retard dans l'instruction du mémoire de réclamation, le maître d'œuvre peut encourir, sur ses créances, des pénalités dont le montant, par jour calendaire de retard, est fixé à 100€.

### 7.1.7 Dépassement du seuil de tolérance :

Si le coût constaté est supérieur au seuil de tolérance tel que défini à l'article 6.4, le maître d'œuvre supporte une pénalité égale à la différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance multiplié par le taux défini ci-après.

Ce taux de pénalité est égal au taux de rémunération « t », fixé en D2 de l'acte d'engagement, multiplié par 2.

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15% du montant de la rémunération des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

## 8 MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION ET CONSEQUENCES SUR LA REMUNERATION

### 8.1 MODIFICATIONS EN COURS d'EXECUTION DE LA MISSION

#### 8.1.1 Nature des modifications

Les modifications apportées, soit en phase conception, soit en phase exécution, relèvent de l'une des trois catégories ci-après :

- 1) Modifications ne résultant pas d'une modification du programme :
  - ⇒ Pour améliorer le rapport qualité prix de l'ouvrage,
  - ⇒ Par suite d'imprévision ou d'imprécision des études précédentes,
  - ⇒ De réserves du contrôleur technique,
  - ⇒ De non observation des DTU,
  - ⇒ Consécutives à une erreur dans la conduite des travaux.
- 2) Modifications dans la consistance du projet résultant d'une modification du programme initial ou de dispositions techniques particulières demandées par le maître de l'ouvrage ou acceptées par le maître de l'ouvrage sur propositions du maître d'œuvre.
- 3) Modifications s'imposant au maître de l'ouvrage (changement de réglementation, exigences d'administrations locales, ou par suite d'un événement qui relèverait de la théorie de l'imprévisibilité...).

### 8.1.2 Rapport du maître d'œuvre

Quelle que soit la nature de la modification, le maître d'œuvre établit, dans les 15 jours qui suivent le fait générateur ou la révélation d'une difficulté, un rapport au maître de l'ouvrage précisant :

- ⇒ Les circonstances qui motivent la proposition de modification,
- ⇒ La ou les solutions que propose le maître d'œuvre,
- ⇒ Les conséquences techniques de chaque solution,
- ⇒ Les éventuelles conséquences calendaires de chaque solution,
- ⇒ L'estimation financière tant sur le coût d'investissement que sur les coûts d'exploitation,
- ⇒ L'incidence sur le coût prévisionnel ou le coût de réalisation,
- ⇒ Propose de classement dans l'une des catégories de modifications visées ci-dessus,

L'éventuel surcoût d'études en application des dispositions des articles 8.2 et 8.3 ci-après.

Le rapport est remis en trois exemplaires.

### 8.1.3 Décision de la personne publique

La décision de la personne publique est notifiée au maître d'œuvre par ordre de service. Sauf cas d'urgence, cette décision intervient après la présentation du rapport et est assortie des propositions prévues aux articles 8.2 et 8.3 ci-après.

## 8.2 CONSEQUENCES DES MODIFICATIONS EN PHASE CONCEPTION

### 8.2.1 Modification de catégorie 1

Pour les modifications relevant de la première catégorie, le maître d'œuvre conduit les études nécessaires à l'adaptation du projet au programme sans modification du coût prévisionnel, ni supplément de rémunération.

### 8.2.2 Modifications de catégorie 2 et 3

Les modifications des deuxièmes et troisièmes catégories peuvent donner lieu à modification du coût prévisionnel des travaux et du forfait de rémunération sur la totalité de la mission pour les éléments considérés. L'absence de rapport dans les conditions prévues à l'article 8.1.2 supra entraîne le renoncement du maître d'œuvre à ces dispositions.

Dans les 15 jours suivant la présentation du rapport ci-dessus, la personne publique notifie par ordre de service, sa position et éventuellement un projet d'avenant qui détermine le nouveau coût prévisionnel (C) et le nouveau forfait de rémunération (F).

En attendant la conclusion et la notification de l'avenant, le maître d'œuvre poursuit sa mission et sa rémunération est établie sur la base des propositions de la personne publique.

En cas de refus de signature de l'avenant par le maître d'œuvre, les dispositions de l'ordre de service s'appliquent jusqu'au règlement du différend.



## **8.3 CONSEQUENCES DES MODIFICATIONS EN PHASE EXECUTION DES TRAVAUX**

### **8.3.1 Modification de catégorie 1**

Pour les modifications relevant de la première catégorie, le maître d'œuvre conduit les études nécessaires à l'adaptation des marchés de travaux sans modification du coût de réalisation des travaux, ni supplément de rémunération.

Dans les 15 jours suivant la présentation du rapport prévu à l'article 8.1.2 supra, la personne publique notifie par ordre de service sa décision.

### **8.3.2 Modification de catégorie 2 et 3**

Ces modifications sont chiffrées par les entreprises et leur coût ramené aux conditions économiques en vigueur au mois d'établissement des prix des marchés de travaux.

Le maître d'œuvre estime les éventuelles incidences de ces modifications sur sa rémunération forfaitaire en les décomposant par élément de mission. L'éventuelle modification de la rémunération forfaitaire du maître d'œuvre intervient par avenant au présent marché.

Ces modifications ne seront pas comptabilisées dans le coût constaté des travaux prévu à l'article 5.5 du présent CCAP.

## **9 SUIVI DE L'EXECUTION DES TRAVAUX**

Conformément aux dispositions de l'article 2.2 du présent CCAP, la direction de l'exécution des travaux incombe au maître d'œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et qui est l'unique interlocuteur des entrepreneurs. Il est tenu de faire respecter par l'entreprise l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification.

Le maître d'œuvre devra notamment réaliser autant de réunions de chantier par semaine et de réunions techniques sur site que le nécessiteront la complexité technique de réalisation de l'ouvrage et le phasage des travaux en site occupé (avec au minimum une réunion de chantier hebdomadaire sur site avec les entreprises faisant l'objet d'un compte-rendu de réunion détaillé).

En cas de nécessité, et sur mail ou courrier de l'entreprise ou du maître d'ouvrage, la présence du maître d'œuvre pourra être requise sur le chantier en plus de la réunion hebdomadaire.

## **10 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE**

Conformément à l'article 18.2 du CCAG, le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des dispositions suivantes :

Le maître d'œuvre réalisera la trame du SOGED (Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets de chantier) qui sera transmise dans le DCE et veillera à ce que chaque entreprise titulaire d'un marché de travaux transmette son SOGED avant le démarrage de ses travaux.



## 11 BILAN DES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE (BEGES)

### 11.1 TRANSMISSION DU BEGES ET PLAN DE TRANSITION

Conformément à la circulaire n° 2025-21/2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, les titulaires du marché soumis aux obligations prévues à l'article L. 229-25 du code de l'environnement peuvent communiquer à l'acheteur leur bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES) ainsi que le plan de transition associé lorsqu'il existe.

Cette communication peut intervenir, le cas échéant, dans un délai maximal de 60 jours à compter de la notification du marché ou de toute demande écrite de l'acheteur.

Pour les sous-traitants soumis aux mêmes obligations, la transmission du BEGES et du plan de transition associé intervient lors de la communication de la déclaration de sous-traitance (DC4).

L'absence de transmission de ces documents ne constitue pas, en elle-même, un manquement aux obligations contractuelles du titulaire.

## 12 UTILISATION DES RESULTATS

Les résultats sont définis à l'article 22.1 du CCAG-MOE. Le régime des droits d'utilisation correspond à une concession à titre non exclusif par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage, dans les conditions fixées par l'article 24.1 du CCAG-MOE.

## 13 ACHEVEMENT DE LA MISSION

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de « garantie de parfait achèvement » des ouvrages prévu à l'article 44-1 du CCAG de travaux applicable aux marchés de travaux ou à l'issue de sa prolongation décidée par le maître d'ouvrage en application de l'article 44.2 du CCAG/Travaux et réception par le maître d'ouvrage du compte-rendu de fin de GPA pour chaque marché de travaux et du journal de chantier (avec le dossier d'ordres de services originaux comprenant les comptes rendus de réunions de chantier et les pièces jointes).

## 14 RESILIATION DU MARCHE

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 27 et suivants du C.C.A.G/Maîtrise d'œuvre avec les précisions ci-dessous énoncées.

## 15 ASSURANCE, DEROGATIONS ET LITIGES

### 15.1 Assurance

Conformément à l'article 9 du C.C.A.G/Maîtrise d'œuvre, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le maître d'œuvre (en la personne de chacune de ses composantes) doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 du code civil.

Au vu de l'année de construction des bâtiments, le maître d'œuvre devra bénéficier des assurances réglementaires lui permettant de réaliser des missions de maîtrise d'œuvre relatives à des interventions sur des ouvrages contenant de l'amiante et/ou du plomb.

Il devra fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte final.

## 15.2 Litiges

Conformément à l'article 35 du C.C.A.G./Maîtrise d'œuvre, le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

En cas de désaccord les contestations ou litiges sont de la compétence exclusive du tribunal administratif de Toulon et selon les lois et les règlements en vigueur en France.

## 15.3 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution. En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail. Ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Pour assurer au mieux ce suivi de ses obligations, issues des articles L.8222-1 et suivants et D.8222-5 et D.8254-2 du Code du travail, la CNMSS a choisi de confier à la plateforme Hiveo cette collecte et vérification documentaire. Le coût de cette solution, entièrement pris en charge par la CNMSS, est donc gratuit pour vous.

A l'issue de la notification vous recevrez un email d'invitation de la part de Hiveo pour créer votre compte et y déposer vos documents.

## 15.4 Dérogations au CCAG/Maitrise d'œuvre

Article du présent CCAP	Article du CCAG/Maitrise d'œuvre
3.3.2 Acomptes	11.8 – Décompte général définitif
3.3.3 Facturation	11.7 – Demande de paiement finale
3.3.4 Solde	11.8 – Décompte général définitif
4.1.1.1 Présentation des documents	20.4.2 Frais de vérification
4.1.1.3 Délai	21.2 Ajournement
5.3 Seuil de tolérance 6.3 Tolérance sur le cout de réalisation des travaux	13.2 Engagement du Maitre d'œuvre
7 Pénalité 7.1.3 Absence aux réunions 7.1.4 Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs 7.1.5 Ordres de service 7.1.6 Instruction des mémoires de réclamation	16.2.3 - Pénalités pour retard